

GUERRE EN UKRAINE

Les Russes entre le marteau et l'enclume

Fyodor Volkov

Entre des sanctions draconiennes et un pouvoir plus fascinant que jamais, la population russe victime du Kremlin ne devrait pas être oubliée par l'Occident.

À Moscou aussi, les magasins commencent les uns après les autres à rationner certains produits de première nécessité. Sucre, farine, huile... dans certains magasins, même les aliments pour chat sont rationnés à dix sachets par client. Une dame à la caisse, la cinquantaine, en a douze. S'ensuit une petite négociation avec la caissière, qui reste intransigeante. Dix sachets et pas un de plus ! La limite étant tout bonnement non négociable, elle peut de toute façon revenir le lendemain. Lamentations discrètes, quand soudain intervient la cliente la précédant, elle aussi la cinquantaine : « Mais prenez les dix rations, ce n'est pas bien grave, le pays est riche. - Oui, le pays est riche mais les gens, ici, sont pauvres ! », rétorque l'intéressée. « Mais nous sommes au moins dans une meilleure situation qu'eux là-bas (en Europe ou en Ukraine, difficile à dire) », se justifie la première en quittant le magasin.

« Tu ne sais pas, toi, où c'est mieux. Propagande de toute part ! », marmonne l'autre en payant ses dix rations.

Officiellement, les sanctions ont pour but d'entraver l'effort de guerre russe et de faire pression sur une élite politique et économique complice du Kremlin avant même l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Mais en grattant un peu, on découvre un autre motif. Ainsi, Paperjam rapporte que lors de l'enquête sur les raisons d'importer des résidents russes vivant au Luxembourg, des banquiers ont admis qu'il s'agissait aussi « d'incommoder le plus possible la population russe afin qu'elle se retourne contre le régime de Moscou ».

La pauvreté au quotidien

L'épisode à la caisse du magasin du début met en lumière une tension au sein des esprits entre deux événements intimement liés : la guerre en Ukraine d'une part et les conséquences des sanctions économiques de l'autre. Sur toutes les lèvres en Russie aussi, ces deux sujets sont repris par les médias officiels et alternatifs, ainsi que dans les conversations en famille ou entre amis, puisqu'ils ne peuvent être débattus librement en public. Il est impossible de prédire l'issue du mécontentement que vont produire ces deux faces d'une même pièce, mais il est nécessaire de réaliser son ampleur au sein de la popula-

tion russe - économiquement parlant aussi bien que sur fond de l'indéniable fascisation du régime de Poutine - pour comprendre le rôle clef de l'Occident.

Alors que la Russie devient un paria sur la scène internationale, on peut se demander si les moyens employés - des sanctions sans précédent dans l'histoire contemporaine - sont justifiés compte tenu des fins attendues. Ces sanctions toucheront tout le monde, des ardents consommateurs de la propagande d'État aux nouveaux abonnés aux VPN (Virtual Private Network). Chaque jour voit son lot d'entreprises quittant le pays ou de services occidentaux inaccessibles depuis la Russie. Le pays est au bord du défaut de paiement, l'augmentation des prix alimentaires de base se ressent au bout de trois semaines de guerre et l'inflation pourrait atteindre les 20 pour cent, selon les premiers pronostics de la Banque centrale. Les compagnies aériennes ferment jour après jour leurs vols long-courriers pour la Russie. L'étau occidental se resserre donc, mais se resserre-t-il autour des bonnes personnes et se resserre-t-il afin de mener à bien le changement escompté ?

Les sanctions occidentales vont entraîner la Russie sans l'ombre d'un doute vers une des pires crises éco-

nomiques de sa longue histoire. La pauvreté, déjà rampante dans une kleptocratie aux énormes inégalités de revenu, va s'accélérer au risque de revoir dans un avenir proche des millions de Russes en situation d'insécurité alimentaire. Pour donner un ordre de grandeur, McDonald's, qui employait 62.000 personnes dans tout le pays, rémunérait ses employés moscovites environ 35.000 roubles par mois - autour de 400 euros (conversions avant l'invasion de l'Ukraine). La pauvreté des retraités est peut-être la plus visible et la plus frappante, et il n'est pas rare de voir à la sortie de métro des « babouchki » faire la manche en silence ou vendre à la sauvette fripes ou autres conserves de légumes. Rappelons-le, la retraite moyenne en Russie est de 18.500 roubles par mois, soit environ 150 euros.

Palier répressif franchi

L'incapacité de mener à bien les objectifs initiaux de l'invasion, la durée indéterminée de la guerre et ses conséquences en vies humaines ainsi qu'une situation sociale déjà extrêmement fragilisée par la pandémie, forcent le pouvoir à répondre par une intensification sans précédent sous Poutine du volet répressif et du volet propagandiste. Rien de nouveau



10 mars, message dans un quartier résidentiel de Moscou :
« Paix en Ukraine, liberté en Russie ! »



14 mars, des briques qui sont aussi un message.

donc pour qui s'intéresse à la Russie de Poutine, mais, depuis le début du conflit armé, des personnalités du monde de la culture et des dizaines de journalistes ont quitté le pays. Rien que la Turquie, l'Arménie et la Géorgie comptent l'arrivée de quelque 50.000 Russes. Les hôtels à Erevan, la capitale de l'Arménie, affichent un taux d'occupation de 80 pour cent, plus que les meilleurs taux en haute saison !

Le volet répressif employé par l'État conduit à l'autocensure et à la peur généralisée de quiconque pour des raisons morales ou politiques voudrait participer à des manifestations. Depuis l'invasion de l'Ukraine, plus aucun média indépendant n'existe du côté de la radio, alors que pour la télé cette disparition avait eu lieu dès 2014. Twitter, Instagram ou encore Facebook sont bloqués pour avoir aidé à propager la vérité sur la guerre en Ukraine. Un commentaire condamnant la guerre et les crimes commis en Ukraine publié sur les réseaux sociaux peut entraîner jusqu'à 15 ans de prison. Les jours de YouTube, dernière plateforme multimédia, sont comptés.

Seule « Novaïa Gazeta » (Новая газета), dont le directeur, Dmitri Mouratov, a reçu le prix Nobel de la paix en 2021, continue de publier en

devant scrupuleusement suivre les restrictions en vigueur. Ce dernier média indépendant doit peser chaque mot, chaque tournure de phrase afin de ne pas tomber sous le coup de la loi, car, pour « Novaïa Gazeta » aussi, l'emploi de mots comme « guerre » ou « invasion » entraînerait un classement en « extrémiste » et une interdiction. Des faits de torture dans les commissariats de police ont eu lieu après le premier weekend de manifestations contre la guerre, comme l'attestent les informations collectées par Human Rights Watch. Avec un ample attirail répressif, tout est mis en œuvre pour que ceux - et il y en a encore - qui ne sont pas dupes de la propagande du Kremlin, ceux qui sont écœurés des exactions faites en Ukraine en leur nom, n'osent émettre la moindre critique en public, de peur d'être ruinés financièrement ou de passer de longues années en prison.

Légitimer la guerre désespérément

Du côté du volet propagandiste, on cherche désespérément à trouver une justification pour Vladimir Poutine d'avoir commencé une guerre sans casus belli. Ou dit plus précisément : voilà huit ans, depuis l'invasion de la Crimée et du Donbass, que

la propagande prépare le casus belli. Voilà huit ans que la propagande construit le mythe que l'Ukraine indépendante serait fondée sur une erreur historique, colporte les mensonges d'un « génocide » des populations russes au Donbass, attise les braises de la haine justifiée par la nécessité de l'union du peuple (ethnique) russe. Mais depuis le 24 février aux aurores, la décision d'un seul d'entrer en guerre doit devenir la décision de tout un peuple, en essayant de faire se retourner le peuple russe contre un « peuple frère ». Certes, ce dernier concept a été utilisé pour promouvoir l'idée de la réincorporation de l'Ukraine dans une Russie élargie, mais rappelons que, plus précisément, onze millions de Russes ont des proches vivant en Ukraine - et entre parents, entre « frères », on peut avoir des désaccords, mais on ne s'entretue pas.

Le but est donc de faire de l'ami d'hier l'ennemi existentiel d'aujourd'hui, afin de légitimer une entrée en guerre contre un ennemi construit de toutes pièces. La propagande happe surtout les plus âgés, les moins éduqués et les populations rurales. Déjà avant l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, toutes les chaînes publiques colportaient de la désinformation aux élans

patriotiques, de la gloire du passé et un anti-américanisme revanchard. Mais depuis le début de la guerre, la psychose collective a franchi un nouveau cap aux tournures effrayantes, au risque d'avoir atteint un point de non-retour ; un point de non-retour qui se matérialise, hélas, aussi sur le terrain en Ukraine.

Alors que la guerre fait rage de l'autre côté de la frontière, les Russes, eux aussi, finissent par être victimes de la guerre, et cela qu'ils le réalisent déjà ou non. Un certain nombre se voient prisonniers d'un pouvoir de plus en plus fascisant d'un côté et d'un monde qui leur ferme ses portes de l'autre. L'Occident ne devrait-il pas plutôt s'ouvrir grand non seulement aux réfugiés ukrainiens victimes de la guerre d'un seul homme, mais aussi aux Russes qui, le cœur serré, décident que la prison à ciel ouvert que leur pays est devenue n'a plus d'avenir avec Poutine à sa tête ?